

Nous exigeons le libre accès aux inventaires des musées d'objets africains conservés en Allemagne!

Un appel public à la Conférence des Ministres de la Culture.

Le débat public sur le passé colonial de l'Allemagne et le traitement des objets coloniaux dans les collections publiques a mis beaucoup de choses en mouvement. La discussion qui s'est amorcée lors de la planification du Forum Humboldt à Berlin et qui s'est intensifiée en novembre 2018 avec la publication du Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain commandé par Emmanuel Macron a déjà débouché sur quelques mesures concrètes. Le contrat de coalition du gouvernement allemand actuel prévoit de travailler la question du colonialisme. Par ailleurs, les ministres d'Etat Monika Grütters et Michelle Müntefering ont clairement pris position dans un article où elles réclament, entre autre, "un véritable dialogue avec les sociétés d'origine, ce qui permettra d'oeuvrer un commun pour l'avenir" (FAZ, 15.12.2018). En Allemagne, fait singulier en Europe, deux millions d'euros ont été mis à disposition à court terme pour enquêter sur les "contextes coloniaux" qui ont permis aux musées de s'enrichir, somme qui doit d'abord servir à financer de petits projets. En tant qu'historiens, universitaires, chercheurs, artistes et créatifs issus de différents pays d'Afrique et d'Europe, nous exigeons plus : la transparence des inventaires.

Il est scandaleux qu'en dépit du débat engagé depuis deux ans, il n'y ait toujours pas en Allemagne d'accès ouvert aux inventaires des collections africaines dans les musées publics. A quoi ressemblent les collections africaines conservées dans les musées allemands aujourd'hui ? De quelles régions sont issus les objets ? De quel type d'objets s'agit-il ? Nous voulons et devons le savoir si nous voulons travailler ensemble sur le passé colonial. Nous avons besoin d'un accès libre et incontrôlé à ces informations. La connaissance des collections est la base de tout dialogue. En outre, il faut que dans les pays africains un débat autonome et libre sur les biens culturels conservés en Europe puisse être mené indépendamment des partenaires allemands. Aujourd'hui, en Afrique, les objets peuvent contribuer à réactiver la mémoire historique des sociétés et des savoirs anciens, ils peuvent être réinvestis de sens et faire l'objet d'enquêtes nouvelles – cela vaut pour l'Afrique mais aussi, bien entendu, pour d'autres régions du monde.

Le travail commun sur le colonialisme, d'une part, une ré-exploration du passé africain par les Africains eux-mêmes, indépendamment des institutions allemandes, ne peuvent avoir lieu que si l'on sait quelles collections sont conservées en Allemagne et quelles informations les musées renferment à leur sujet. Actuellement, chaque projet artistique ou scientifique individuel, chaque délégation africaine ou internationale est obligée de contacter un à un les différents musées publics concernés et négocier, voire supplier l'accès aux informations. Il en résulte perte d'énergie et d'efficacité, redondances, manque de transparence, frustration et découragement, le tout menant souvent à l'échec des projets entrepris.

Afin d'assurer la transparence, il n'est pas nécessaire, comme on le prétend souvent, de passer des années à mener à bien de coûteux projets de numérisation ou de préparer des bases de données complexes. Le travail sur les inventaires ne sera jamais terminé, il restera toujours work in progress. Il n'y a donc aucune raison d'attendre.

C'est pourquoi nous exigeons que les musées publics et leurs tutelles, les autorités locales, les États fédéraux et le gouvernement fédéral mettent à disposition les inventaires des objets africains de leurs collections respectives le plus rapidement possible, indépendamment du degré d'exhaustivité ou de perfection supposée de ces inventaires. De simples scans et des listes suffisent. Nous en avons besoin maintenant. Ce n'est qu'alors que le dialogue pourra commencer.

Premiers signataires

- Kader Attia (Artiste, Berlin Allemagne/Paris France)
- Souleymane Bachir Diagne (Prof. Columbia University, New York, USA)
- Manuela Bauche (Freie Universität Berlin, Allemagne)
- Andreas Eckert (Prof. Humboldt Universität, Berlin, Allemagne)
- Albert Gouaffo (Prof. Université de Dschang, Cameroun)
- Golda Ha-Eiros (Vorsitzende der Museums Association of Namibia)
- Didier Houénoudé (Prof. Université d'Abomey-Calavi, Bénin)
- Wolfgang Kaleck (Avocat, European Center for Constitutional and Human Rights, Berlin, Allemagne)
- Christian Kopp (Historien, Berlin postkolonial e.V., Berlin, Allemagne)
- Prince Kum'a Ndumbe III (Prof., Fondateur AfricAvenir, Douala, Cameroun)
- Qanita Lilla (Researcher and independent scholar, Afrique du Sud)
- Achille Mbembe (Prof. Witwatersrand-Universität, Johannesburg, Afrique du Sud)
- Sharon Dodua Otoo (Auteur, Berlin, Allemagne)
- Ciraj Rassool (Prof. University of the Western Cape, Afrique du Sud)
- Milo Rau (Auteur et Réalisateur, Zurich, Suisse)
- Felwine Sarr (Prof. Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal)
- Bénédicte Savoy (Prof. TU Berlin, Allemagne / Collège de France Paris, France)
- Romuald Tchibozo (Prof. Université Abomey-Calavi, Bénin)
- Jürgen Zimmerer (Prof. Universität Hamburg, Allemagne)